



**ÉTATS
FINANCIERS**

31 mars 2013

**CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI
DE MARQUETTE**

BOURASSA
BOYER inc.
Société de comptables
professionnels agréés



BOURASSA
BOYER inc.

Société de comptables
professionnels agréés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2013, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE** au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Informations comparatives

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note complémentaire 3, qui indique que **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE** a adopté les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er avril 2012 et que sa date de transition était le 1er avril 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, y compris les bilans au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 ainsi que les informations connexes. Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.

1

Société de comptables professionnels agréés

Vaudreuil-Dorion, le 18 juin 2013

¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109315

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2013

	2013		2012
PRODUITS			
Subventions, projets et dons (note 4)	853 899	\$	801 484
Contrats de service	3 622		180
Intérêts et ristournes	453		1 585
Autres	162		750
	858 136		803 999
CHARGES			
Salaires et charges sociales	628 358		610 193
Projets spéciaux	123 484		114 586
Frais de déplacement et de représentation	13 674		13 443
Informatique	11 846		9 633
Frais communs de l'immeuble	11 074		5 899
Honoraires professionnels	9 833		8 308
Fournitures de bureau et papeterie	6 217		8 047
Télécommunications	4 704		6 985
Entretien et réparations	4 354		2 198
Abonnements et cotisations	2 266		2 726
Assurances	1 885		3 827
Taxes et permis	1 853		239
Publicité	1 847		1 839
Frais bancaires	1 721		1 602
Formation et colloque	854		5 729
Déménagement	—		7 729
Loyer	—		7 130
Énergie	—		2 398
Location d'équipement	—		946
Amortissement des immobilisations	24 444		20 156
	848 414		833 613
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS			
SUR LES CHARGES	9 722	\$	(29 614)
			\$

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
Exercice terminé le 31 mars 2013

	Investi en immobilisations	Non grevé d'affectations	2013	2012
SOLDE AU DÉBUT	310 445 \$	27 382 \$	337 827 \$	367 441 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(19 444)	29 166	9 722	(29 614)
Acquisition d'immobilisations	6 895	(6 895)	—	—
SOLDE À LA FIN	297 896 \$	49 653 \$	347 549 \$	337 827 \$

BILAN
31 mars 2013

	2013		2012		Au 1er avril 2011
ACTIF					
COURT TERME					
Encaisse	65 964	\$	72 514	\$	26 564
Placement temporaire	—		—		20 029
Débiteurs (note 5)	32 200		12 763		23 678
Subventions à recevoir	103 623		69 056		148 231
Frais payés d'avance	1 418		1 324		9 308
	203 205		155 657		227 810
IMMOBILISATIONS (note 6)	314 563		332 112		283 864
	517 768	\$	487 769	\$	511 674

PASSIF					
COURT TERME					
Créditeurs (note 8)	133 366	\$	114 406	\$	96 277
Dépôt en fiducie	1 152		1 152		1 806
Apports reportés (note 9)	19 034		12 717		46 150
	153 552		128 275		144 233
APPORT REPORTÉ (note 10)	16 667		21 667		—
	170 219		149 942		144 233

ACTIF NET					
Investi en immobilisations	297 896		310 445		283 864
Non grevé d'affectations	49 653		27 382		83 577
	347 549		337 827		367 441
	517 768	\$	487 769	\$	511 674

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, administrateur

_____, administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2013

	2 0 1 3		2 0 1 2
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	9 722	\$	(29 614)
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie			\$
Amortissement des immobilisations	24 444		20 156
Amortissement de l'apport reporté	(5 000)		(3 333)
	29 166		(12 791)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 11)	(28 821)		82 116
	345		69 325
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Encaissement du placement temporaire	—		20 029
Acquisition d'immobilisations	(6 895)		(68 404)
	(6 895)		(48 375)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Apport reporté	—		25 000
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	(6 550)		45 950
ENCAISSE AU DÉBUT	72 514		26 564
ENCAISSE À LA FIN	65 964	\$	72 514
			\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2013

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec) et est un organisme de bienfaisance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son objectif est d'offrir un éventail de services en matière d'intégration socio-économique destinés aux jeunes adultes.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants des produits et des charges de l'exercice. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations.

Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Bâtiment	25 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Équipement informatique	5 ans

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2013

3. INCIDENCE DU CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les présents états financiers sont les premiers états financiers dans lesquels l'organisme a appliqué les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'application initiale de ce nouveau référentiel n'a eu aucune incidence sur l'excédent des produits sur les charges de l'organisme pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, ni sur son actif net à la date de transition, soit le 1er avril 2011.

4. SUBVENTIONS, PROJETS ET DONNS	2 0 1 3		2 0 1 2	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale	372 581	\$	365 275	\$
Partenaires Équi T-É	108 610		130 299	
Ressources humaines et Développement des compétences				
Canada - Projet TAG	84 800		—	
Jeunes en action (18-24)	59 156		57 996	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale -				
Projet TAG	40 593		—	
Projet Skate	—		11 154	
Secrétariat à la jeunesse (IDEO 16-17)	38 174		37 425	
CSSS de Lachine (Écoles et milieux en santé)	33 850		32 316	
Partenaires Passage primaire secondaire	26 627		33 592	
Formation préparatoire au travail	22 411		—	
Grande tournée des métiers de Lachine	20 095		—	
C.S. Lester B. Pearson	11 500		11 500	
Arrondissement de Lachine	9 500		9 500	
Ville de Montréal (projet cuisine)	7 819		11 228	
Emplois d'été Canada	5 955		5 800	
Partenaires projet-pilote 16-24	3 798		4 980	
Don Rêve d'Esther	2 302		7 698	
Projet « Top secret »	1 128		—	
DRHCC - Projet Skate	—		55 446	
Fondation Bon Départ - Canadian Tire	—		19 933	
OBNL Regroupement de Lachine	—		3 500	
Député de Marquette	—		300	
Autres	—		209	
Amortissement de l'apport reporté	5 000		3 333	
	853 899	\$	801 484	\$

5. DÉBITEURS

Taxes à la consommation	3 966	\$	3 631	\$
CJEOI	27 696		1 870	
Autres	538		7 262	
	32 200	\$	12 763	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2013

6. IMMOBILISATIONS			2013	2012
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Bâtiment	302 911 \$	28 812 \$	274 099 \$	286 216 \$
Mobilier et équipement	68 879	45 117	23 762	28 786
Équipement informatique	92 895	76 193	16 702	17 110
	464 685 \$	150 122 \$	314 563 \$	332 112 \$

7. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 30 000 \$, taux préférentiel bancaire plus 3,5 % et renouvelable en septembre 2013.

8. CRÉDITEURS	2013	2012
Fournisseurs et frais courus	14 206 \$	7 614 \$
Salaires et vacances	64 186	55 598
Charges sociales et retenues à la source	4 974	1 194
Avances d'un organisme sans but lucratif, sans intérêts	50 000	50 000
	133 366 \$	114 406 \$

9. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir les charges pour des projets de l'exercice subséquent.

10. APPORT REPORTÉ

L'apport reporté représente un don destiné à financer une partie du mobilier et équipement. Cette contribution est amortie à titre de produits au même rythme que l'immobilisation correspondante.

	2013	2012
Solde au début	21 667 \$	— \$
Montant reçu au cours de l'exercice	—	25 000
Montant constaté à titre de produit de l'exercice	(5 000)	(3 333)
Solde à la fin	16 667 \$	21 667 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2013

11. FLUX DE TRÉSORERIE	2013	2012
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(19 437) \$	10 915 \$
Subventions à recevoir	(34 567)	79 175
Frais payés d'avance	(94)	7 984
Créditeurs	18 960	18 129
Dépôt en fiducie	—	(654)
Apports reportés	6 317	(33 433)
	(28 821) \$	82 116 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard à ses créditeurs.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit sur les subventions à recevoir. Les subventions à recevoir étant gouvernementales, le risque est très minime.